

Le mercredi 21 septembre 2005

Les élus discutent décentralisation avec le premier ministre

Mise à jour le mardi 20 septembre 2005, 17 h 02 .

Radio-Canada

Les élus de la Gaspésie attendaient impatiemment le premier ministre pour l'entretenir de décentralisation. Ils ont pu en parler avec lui, lundi lors de son passage à New Richmond au cours d'une rencontre d'une demi-heure.

En décembre dernier, la Conférence régionale des élus (CRE) a expédié une liste de 25 questions au gouvernement Charest sur le thème de la décentralisation. Les élus souhaitaient obtenir des réponses précises sur les domaines d'intervention et sur l'étendue des pouvoirs qui leur seront concédés.

En mars, le gouvernement de Jean Charest a répondu par lettre à moins de la moitié des interrogations des élus. De plus, selon le président de la CRE, Bertrand Berger, plusieurs de ces réponses étaient trop imprécises.

Interrogé à ce sujet lundi, Jean Charest a affirmé que les élus recevraient toutes les réponses à leurs questions d'ici la fin de l'année. « On vise la fin du mois de décembre pour arriver avec des réponses pour l'ensemble des régions. C'est très, très ambitieux comme projet. Juste pour être très clair entre nous, la décentralisation, dans les bureaucraties, ce n'est pas un mouvement naturel », a indiqué le premier ministre.

Bertrand Berger, préfet de la MRC d'Avignon

D'après le président de la CRE, le premier ministre s'est montré à l'écoute des inquiétudes des élus sur la décentralisation. Cependant, Bertrand Berger croit que des précisions doivent lui parvenir rapidement. « Tout presse. On en a de plus évidentes que d'autres. C'est vrai en éducation, les règles de formation de groupe. C'est vrai pour le ministère des Ressources naturelles », énumère M. Berger.

Malgré cette urgence, les élus devront donc patienter jusqu'au début de 2006.

Des Gaspésiens en Allemagne pour parler éolien

Mise à jour le mercredi 21 septembre 2005, 12 h 10 .

Radio-Canada

Une délégation québécoise, dont plusieurs membres de la région, participe cette semaine à un colloque international sur l'éolien, à Ossum, en Allemagne.

La délégation compte notamment des représentants de la région de Matane et du TechnoCentre éolien de la Gaspésie-Les Îles.

Le directeur général du TechnoCentre éolien, Jean Desrosiers, explique que les Gaspésiens sont sur place pour faire du démarchage auprès des entreprises.

« L'item numéro un à l'agenda, c'est vraiment qu'il faut sensibiliser les grandes entreprises qui travaillent dans l'éolien au fait qu'il y a un gros appel d'offres qui s'en vient au Québec et qu'il y a une énorme opportunité d'affaires pour ces gens-là et qu'il faut amorcer le travail de coopération pour l'implantation d'autres usines dans la région », explique Jean Desrosiers.

Le TechnoCentre souhaite convaincre, notamment, des fabricants de turbine à implanter des usines au Québec, et plus particulièrement en Gaspésie. Présentement, la turbine, qui constitue le coeur technologique des éoliennes, est assemblée au Québec, mais n'y est pas fabriquée.

Enfin!

Le président de la Conférence régionale des élus croit que les 19 millions et demi de dollars octroyés par le gouvernement cette semaine permettront l'aboutissement de plusieurs projets en attente.

Bertrand Berger signale que les demandes formulées à l'endroit du gouvernement pour la reconduction du Fonds de création d'emplois municipaux, du Fonds de diversification économique de la Gaspésie et des Îles ainsi que du Programme de soutien aux projets économiques obtiennent ainsi une réponse favorable.

Également préfet de la MRC d'Avignon, Bertrand Berger considère qu'il s'agit enfin d'une bonne nouvelle.

Pour sa part, le député péquiste de Gaspé considère que les sommes annoncées lundi sont insuffisantes pour la région.

Guy Lelièvre signale que depuis l'entrée au pouvoir des Libéraux en avril 2003, la région a perdu 3 mille 500 emplois. Il déplore que la majeure partie des mesures annoncées étaient déjà existantes.

CIEUFM, le 21 septembre 2005

Déception pour certains participants à la Stratégie jeunesse

Si le Premier Ministre a daigné rencontrer les dirigeants d'organismes jeunesse, il n'avait pas prévenu qu'il serait absent lors de la consultation publique de la soirée, ce qui en a déçu plus d'un.

L'ambiance était des plus relaxe, lundi, lors de la consultation Stratégie jeunesse. Les jeunes étaient invités à se prononcer sur 4 grands thèmes, l'éducation, l'insertion professionnelle, la santé et l'exode des jeunes. C'est le député de Hull, Roch Cholette, qui a été mandaté pour aider les participants à s'exprimer.

Dès le début, la question environnementale a été soulevée.

Patrice Quévillon: "Il y a des études qui prouvent que présentement à Belledune on est en train d'empoisonner du monde et vous allez laisser agir. Vous avez financé la mariculture vous allez laisser installer une usine qui pourrait arrêter tout le développement économique dans ce domaine".

Question que l'animateur a vite fait de régler, afin de réserver la soirée aux sujets déjà préparés. Plus de chance pour les dirigeants d'organismes jeunesse, ils ont eu droit à une rencontre avec le Premier Ministre. La Commission jeunesse est revenue à la charge avec le Fonds de capitalisation et le FRIJ, le Fond régional d'investissement jeunesse. Ils demandent 50 millions. Sans avoir obtenu de réponse, François Roussy estime que ça augure bien pour l'avenir.

François Roussy, Commission jeunesse: "Il est très intéressé par les retombées que le FRIJ a eu dans chacune des régions du Québec. Et dépendant des disponibilités budgétaires, il reste à savoir à la hauteur de l'argent qui va être investi".

La tournée de consultation se terminera à la fin décembre. Le plan d'action Stratégie jeunesse pour 3 ans devrait donc être prêt au début de l'année 2006. Monsieur Roussy a aussi mentionné que ce plan d'action réserve une part de financement pour les travailleurs de milieu et les maison de jeunes.

François Roussy, Commission jeunesse: "Je vous dirais que la Commission jeunesse après avoir travaillé sur le retour des jeunes en région, on veut maintenant intervenir sur le bien être des jeunes, sur la santé des jeunes. On veut travailler au niveau de la toxicomanie, le suicide, la détresse psychologique des jeunes. Donc à partir des prochaines sommes d'argent que la région va obtenir, c'est vraiment à ce niveau là. Évidemment, la maison de jeunes, les travailleurs de milieu sont des partenaires privilégiés pour nous".

Chantale Arseneault CHAUTVA

La décentralisation des pouvoirs, c'est pour plus tard

Le transfert des pouvoirs promis par les Libéraux ne se fera pas avant le mois de décembre, et ce même si les municipalités ont fait leurs devoirs depuis quelques mois.

Quant à l'entente spécifique en tourisme, rien de concret, la région devra attendre. Elle tarde à être confirmée. La Gaspésie réclame 1 million.

Jean Charest a aussi été interpellé sur la crise du bois qui touche la région. Le préfet s'est dit rassuré sur ce point puisqu'il a reçu la confirmation qu'une Commission forestière régionale sera mise en place dans la région d'ici quelques semaines. Monsieur Berger compte sur l'appui du Gouvernement dans le plan d'action régional sur la forêt.

Bertrand Berger, préfet MRC Avignon: "Il y a une table Québec-région qui est convoquée pour les 6 et 7 octobre. J'annonce pas que le Gouvernement va faire une annonce là, mais disons que j'ai bon espoir qu'on va avoir des réponses et monsieur Corbeil a dit qu'il était à la veille de déposer les plans d'actions régionaux en suivi aux mesures d'atténuations pour la baisse de 20 pour cent donc tout ça va tomber en même temps et espérons-le, le plus rapidement possible".

Chantale Arseneault CHAUTVA

Actualité

Le mercredi, 21 septembre 2005

Passage de Jean Charest dans la Baie-des-Chaleurs

Près de 90 jeunes ont participé lundi soir à l'assemblée publique Parle-nous de toi.

L'exercice, organisé par le gouvernement du Québec, a fait de la Gaspésie l'une des régions où le taux de participation a été le plus important jusqu'à maintenant.

Plusieurs thèmes étaient abordés: la santé, le milieu scolaire, le marché de l'emploi et la présence des jeunes dans la société.

L'ambiance rappelait la séance de motivation collective: musique rythmée, salle bondée et animateurs gonflés à bloc.

Loin du décorum de l'Assemblée nationale, le député de Hull, Roch Cholette s'est même permis quelques familiarités.

La question du sport en milieu scolaire est revenue à maintes reprises. Les thèmes étaient fixés à l'avance: la santé, le milieu scolaire, le marché de l'emploi et la présence des jeunes dans la société. La question de l'environnement a été évincée. Dommage, selon quelques participants qui ont pu constater les limites du député Cholette dans le dossier de l'incinérateur de Belledune.

Au sortir de l'assemblée, plusieurs étaient sceptiques face aux retombées de la démarche.

Un reportage de Julie Drapeau, CIEU-FM sur Radio Gaspésie

